

Venezuela - L'hypothèse du double gouvernement et du conflit prolongé

Par [Marco Teruggi](#)

Mondialisation.ca, 15 juillet 2017

[Hastaelnocau](#) 7 juillet 2017

Région : [Amérique latine & Caraïbe](#)

Thème: [Loi et Justice](#)

Le problème de la droite vénézuélienne est de s'être fixé un objectif en l'absence des rapports de force nécessaires. En réalité, les décisions ne sont pas prises au niveau national mais aux Etats-Unis où a été conçu le plan stratégique et opérationnel des actions en cours.

La corrélation nécessaire pour renverser le gouvernement passe par le concours des classes populaires et des *Forces Armées Nationales Bolivariennes* (FANB). Or, aujourd'hui, à 90 jours de son déclenchement, le cycle de violences se poursuit sans l'intervention d'aucun de ces deux facteurs. Ce qui ne signifie pas que tout travail politique dans cette direction ait été abandonné.



« Manifestants pacifiques » attaquant les passagers d'un transport en commun à Caracas



Pour ce qui est des classes populaires, cette droite étant nettement convaincue qu'elle ne réussira pas à les faire adhérer à son appel à renverser le gouvernement, a décidé de les frapper plus durement encore au moyen de l'asphyxie économique. D'où des actions comme l'incendie d'un dépôt de denrées alimentaires – 60 tonnes parties en fumée – qui étaient destinées à des quartiers populaires, l'attaque de camions transportant des vivres pour le gouvernement ou l'augmentation des prix par le secteur privé, majoritaire au Venezuela. Elle cherche à aggraver les conditions matérielles de vie et l'exaspération, ouvrant la voie à des pillages qu'elle-même organise avec ses groupes de choc.

Quant au travail pour diviser les forces armées, la droite a opté pour plusieurs actions simultanées. L'une d'elle a consisté en une série d'attaques armées de la base militaire principale de Caracas, la Carlota, ainsi que de casernes et de bataillons situés dans divers endroits du pays, la dernière en date ayant eu lieu la nuit de mardi dernier à Acariqua où des armes ont été volées et un soldat tué.

Une autre de ces manoeuvres consiste à démoraliser sans répit la population par le biais des réseaux sociaux, notamment avec l'appui de robots de Twitter.

Troisième élément de cette stratégie, utilisé dès le début du cycle : appeler les forces armées à désobéir aux ordres du gouvernement et à se joindre au Coup d'État. Julio Borges, le président d'extrême droite de l'Assemblée Nationale, un des organisateurs du coup d'État de 2002 contre Hugo Chavez, présenté par « Le Monde » comme une personnalité démocratique (1), vient de le répéter le 5 juillet lors d'une allocution publique, allant jusqu'à offrir l'amnistie automatique aux militaires qui renverseraient le gouvernement élu :

EN CE MOMENT

Le divorce PS-cdH jusqu'au Parlement wallon

Les dern



Venezuela: des pro-Maduro
séquestrent les députés



Mode: Gaultier

L'appel au coup d'État lancé le 5 juillet par le président de droite de l'Assemblée Nationale (voir ci-dessus) et les provocations des députés d'extrême droite ont dégénéré en affrontements avec les partisans de la révolution, violences condamnées par le gouvernement. Dans les « médias » européens cela devient : « Des pro-Maduro séquestrent l'assemblée ». Sans la moindre mention de l'appel au coup d'État. (NDLR)

Mais cet ensemble de tactiques n'a pas eu le résultat escompté. N'ayant pas réussi à obtenir le soutien d'acteurs de poids comme les forces armées, ils envisagent une prolongation du scénario et semblent s'y préparer.

L'hypothèse d'un conflit prolongé repose sur deux éléments clés : le facteur politique et le facteur militaire.



Au début du mois les partis de la droite vénézuélienne ont annoncé qu'ils organiseraient eux-mêmes un plébiscite le 16 juillet.

En ce qui concerne le facteur politique, les partis de droite se sont déjà prononcés : leur plan est de ne pas reconnaître le gouvernement de Nicolas Maduro ni l'Assemblée Nationale Constituante qui sortira des urnes le 30 juillet et d'accélérer la création de nouveaux pouvoirs publics. Ce qui veut dire essayer de mettre en place un gouvernement parallèle. Pour donner une légitimité à ce schéma d'action déjà en cours, ils ont convoqué un « plébiscite » pour le 16 juillet, hors du contrôle du [Centre National Électoral](#) et pour anticiper les élections du 30 juillet, où parmi diverses questions sera posée celle de la création de **nouvelles autorités** et d'un **gouvernement d'unité**. Leur problème n'est pas de définir si le référendum sera légal ou non, ni le nombre de votants, mais de valider leur stratégie au niveau international, médiatique et diplomatique. Mais lorsqu'ils se seront engagés dans cette voie se présentera la difficulté de donner un poids réel à ces nouvelles autorités. Il ne suffit pas d'énoncer les choses pour qu'elles arrivent, pratique récurrente chez la droite. La réaction des alliances internationales aura son importance, ainsi que l'intensification de la stratégie de violence.

Sur ce dernier point, la droite a un avantage et a un problème.

L'avantage est qu'ils ont réussi en bonne partie à donner une légitimité à leur violence, surtout au niveau international grâce à la participation active des grands groupes médiatiques et d'autres rouages de l'Empire. Selon la vulgate construite pour « fabriquer le consentement » international, il n'existerait pas de paramilitaires au Venezuela, ni de groupes de choc organisés, ni de bandes de délinquants payés pour commettre des actes de vandalisme, il n'y aurait que des étudiants, un peuple affamé, des jeunes résistant à la dictature. Les actes violents commis, tel le lancement de grenades depuis un hélicoptère sur le Tribunal Suprême de Justice, la destruction d'aliments, etc., sont qualifiés d'auto-coups d'état réalisés par le gouvernement lui-même.

Le problème est que la légitimité ainsi obtenue ne suffit pas, il s'agit aussi de disposer de forces matérielles sur le terrain. Et si de toute évidence ils ont réussi à déployer des actions de grande envergure dans différentes villes du pays pendant plusieurs jours, ils ne semblent pas réunir les conditions pour soutenir leurs positions selon un plan de « territoires libérés »,

par exemple.

Ils ont l'avantage de s'être acquis l'opinion internationale, mais au niveau national l'opinion reste indécise. Leur violence les discrédite et provoque le rejet de [80 % de la population](#), et il semblerait que l'appui de la rue leur fait défaut pour mener à bien un plan d'une telle ampleur.

Le scénario risque donc fort de se prolonger. Ils donneront une identité politique à leurs actions violentes, anonymes jusqu'à présent, et déploieront publiquement leur structure armée – allant jusqu'à se différencier des autres partis d'opposition en établissant une distinction entre la MUD (plate-forme politique des partis de droite) et la Résistance (extrême droite armée et active dans la rue). Ils disposent de deux bases arrière pour alimenter cette organisation armée : l'État de Táchira et la Colombie voisine.

Il est difficile de prévoir comment se terminerait un plan présentant de telles caractéristiques.

Certains dirigeants de droite donnent à entrevoir leurs desseins. Tel le député Juan Requesens, du parti d'extrême droite « Primero Justicia », qui vient d'effectuer un aller-retour aux Etats-Unis pour expliquer dans un forum organisé le 6 juillet à l'Université Internationale de Floride (FIU), centre cofinancé par le Southern Command du Pentagone : « Nous devons passer par cette étape de violences de rue pour en arriver à une invasion étrangère ».

D'autres questions se posent qui trouveront leur réponse dans les semaines à venir. L'une d'elles est : la droite (ou une partie de la droite) inscrira-t-elle ses candidats début août pour les élections de gouverneurs qui auront lieu au début de décembre 2017 ?

Si elle ne le fait pas, ce sera la confirmation d'un point de non retour, de l'impossibilité de résoudre le conflit par le dialogue entre les parties. Dans ce cas, l'hypothèse d'une prolongation du conflit jusqu'à une éventuelle fracture au sein des forces armées ou, à un tout autre niveau, d'une intervention étrangère se confirmerait clairement.

Par contre, inscrire leurs candidats signifierait que la résolution finale du conflit reposera en partie sur les élections.

Le scénario se modifiera aussi en fonction des résultats de l'élection à l'Assemblée Constituante du 30 juillet : une forte participation apportera une légitimité et une base politique solide au chavisme. Dans le cas contraire, la confrontation s'aggravera. La droite a annoncé qu'elle fera tout son possible pour que les élections ne puissent pas se dérouler et il est fort probable qu'un blocage des centres électoraux, des routes et des moyens de transport sera organisé avec l'utilisation de leurs organisations armées et la façade publique de leur nouvel instrument en cours d'élaboration : les Comités de Sauvegarde de la Démocratie.

Le [Conseil National Électoral](#) a déjà annoncé qu'il protégerait chaque bureau de vote.

Le scénario qui s'est ouvert au début d'avril 2017 ne semble pas prêt de s'arrêter. Les Etats-Unis ont décidé de pousser le Venezuela dans ses derniers retranchements, aux niveaux politique, social, culturel, communicationnel et militaire. Ils veulent reprendre le pouvoir politique par l'intermédiaire de la droite présente dans le gouvernement, assujettir

l'économie à leurs propres intérêts et prendre une revanche massive sur un mouvement historique. Le chavisme affronte une guerre complexe et totale à laquelle il doit répondre de manière intelligente et en faisant preuve d'un engagement ferme face à un peuple fort et créatif, comme a su le faire Hugo Chavez.

Marco Teruggi

Article original en espagnol : [La hipótesis del doble gobierno y el conflicto prolongado](#), Hastaelnocau, 7 juillet 2017

Traduction : *Frédérique Buhl* pour [Venezuela Infos](#), 11 juillet 2017

Note :

(1) Lire « [Le Monde](#) » lâché par la BBC : [Stephen Sackur démasque la droite vénézuélienne et ses rêves de coup d'État](#), <https://venezuelainfos.wordpress.com/2017/05/25/le-monde-lache-par-la-bbc-la-droite-venezuelienne-re-vele-son-objectif-dun-coup-detat/>

Source : <https://hastaelnocau.wordpress.com/2017/07/07/la-hipotesis-del-doble-gobierno-y-el-conflicto-prolongado/>

La source originale de cet article est [Hastaelnocau](#)
Copyright © [Marco Teruggi](#), [Hastaelnocau](#), 2017

Articles Par : [Marco Teruggi](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca